LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 22 NOVEMBRE 2017

SOMMAIRE

1) Un rapport accablant
2) Le parti fantôme de…
3) Une doctrine qui tourne mal
4) Ils font les poubelles
5) On s'amuse bien à la mairie de Paris
6) Il existe encore le PS...

Diez Gérard La Presse en Revue

I) Fermeture des voies sur berge à Paris : le rapport définitif est accablant

Les embouteillages toujours plus nombreux sur les berges. LUDOVIC MARIN/AFP

Par Angélique Négroni

INFO LE FIGARO - Le document rendu public ce lundi confirme une aggravation des embouteillages dans la capitale et autour de Paris. Jean-Philippe Dugoin-Clément, vice-président de la région en charge de l'environnement et du développement durable, répond au Figaro.

Décriée, la piétonisation des voies sur berge à Paris avait donné lieu dès le début à un suivi confié à un comité présidé par Pierre Carli, médecin-chef du Samu de Paris. Une initiative voulue par Valérie Pécresse, présidente LR de la région.

Les conclusions du suivi réalisé entre septembre 2016 et septembre 2017 rendues publiques ce lundi sont sans appel et confirment une aggravation des embouteillages dans la capitale et autour de Paris. La fermeture à la voiture de cet axe a entraîné d'importants reports de circulation comme l'explique Jean-Philippe Dugoin-Clément, vice président à la région en charge de l'environnement et du développement durable.

LE FIGARO. - Que dit ce rapport?

JEAN-PHILIPPE DUGOIN-CLÉMENT. - Les embouteillages, comme on l'avait constaté, se sont considérablement aggravés et ont entraîné des temps de parcours bien plus longs. Ainsi et à titre d'exemple, le temps de parcours a augmenté de 54% sur les quais hauts, de 28% boulevard Saint-Germain où le trafic s'est reporté. Les conséquences de cette piétonisation ont rejailli aussi autour de la capitale. Le temps de parcours est en hausse de 47% sur l'A86 dans le sud de Paris, de 21% à l'est de Paris sur la même rocade. Ces chiffres confirment les données déjà communiquées dans des rapports d'étape précédents. Ils révèlent que la situation ne s'est pas améliorée.

La voiture est pénalisée et qu'en est-il des transports en commun?

Ils sont aussi touchés. Les embouteillages sont tels que les carrefours sont bloqués et les bus qui roulent sur des voies dédiées ne peuvent circuler. Sur certaines lignes, ils accusent des retards dans leurs trajets habituels. Ils sont de 1 mn le matin et de 2 mn le soir, à chaque fois aux heures de pointe.

Qu'en est-il de la pollution?

L'impact de cette fermeture sur la pollution de l'air est négatif. La pollution s'est en effet déplacée à l'est de la capitale. Le bruit s'est aussi aggravé notamment quai haut, et en particulier la nuit.

Le coût économique est-il abordé?

Le rapport commence à effleurer ce sujet. Des témoignages recueillis révèlent une baisse d'activité chez des commerçants situés au cœur de la capitale. Leur chiffre d'affaires est en baisse en raison de nouvelles habitudes prises par la population francilienne. Exaspérée par les bouchons, celle-ci renonce à fréquenter la capitale pour y faire ses achats. La fédération du bâtiment qui a été auditée indique aussi que cette congestion du trafic a un coût pour ses entreprises. Celles-ci doivent faire face à une réalité qui les pénalise. Avec des employés qui perdent plus de temps dans les déplacements, elles perdent des clients.

LE FIGARO·fr

II) Enquête sur En marche, le parti fantôme d'Emmanuel Macron

La République en marche, le mouvement d'Emmanuel Macron, veut

Objet politique non identifié, à quoi sert vraiment En marche, le mouvement du Président? S'agit-il d'un véritable instrument de rénovation de notre vie politique? N'est-il qu'un parti fantôme, un écran de fumée destiné à camoufler, sous les atours d'une start-up, que tout se décide dans le bureau du chef de l'Etat? Une formation condamnée, à court terme, à s'aligner sur les us et coutumes des partis à l'ancienne qu'il prétend remplacer?

Alors que le mouvement a tenu son premier congrès, samedi à Lyon, et s'est doté d'un chef – le secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, Christophe Castaner –, une seule certitude : Emmanuel Macron a bien l'intention de le réarmer pour en faire une machine de guerre censée assurer sa réélection en 2022.

Ce qui ne va pas sans heurts. Un des architectes de la campagne présidentielle en convient : "Un parti qui gagne l'Elysée et l'Assemblée, change quatre fois de dirigeant et de siège, passe de 0 à 90 salariés, tout ça en une année, c'est un truc totalement dingue. Aucune entreprise ne pourrait absorber ce choc-là…"

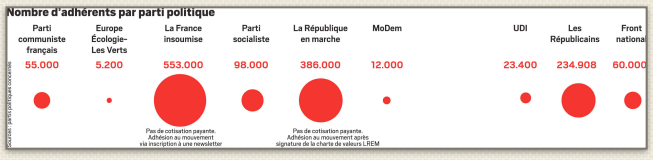
C'est la rançon du succès. En à peine plus d'un an – il a été créé en avril 2016 –, En marche a porté Emmanuel Macron à l'Elysée et une majorité à l'Assemblée nationale.
Puis ce fut la dépression post-presidentium. "Le parti s'est vidé", raconte Sacha Houlié, vice--président de l'Assemblée. Les cadres du mouvement ont été élus au Palais-Bourbon, recrutés comme collaborateurs parlementaires ou conseillers ministériels.

D'une entreprise de conquête électorale, LREM s'est subitement transformé en ventre mou. Voire en maillon faible. "Tout le monde était un peu à l'arrêt. Tu montes un truc en mode mission impossible pour porter un mec à la présidence, tu gagnes…

Derrière, il fallait construire", résume sobrement Arnaud Leroy, ex-député PS bombardé cet été, avec la sénatrice Bariza Khiari et la cheffe d'entreprise Astrid Panosyan, à la tête d'une direction tripartite et intérimaire. Leur mission : jeter les bases d'une formation politique durable.

l a fallu organiser La République en marche

"Il a fallu mettre de l'ordre", euphémise Bariza Khiari. Trouver un QG. Organiser une administration. Négocier un emprunt avec les banques, en attendant la dotation de l'Etat. Installer une commission des conflits. "Se séparer d'un certain nombre de gens un peu toxiques", aussi, glisse un cadre.



La France insoumise revendique le plus grand nombre d'adhérents.

Et mettre en place une gouvernance, le sujet le plus délicat. Quand la direction intérimaire propose cet été une réforme des statuts visant à doter le mouvement d'un conseil national composé à 75% de membres de droit (ministres, parlementaires, élus, référents départementaux) et seulement à 25% de militants tirés au sort, plusieurs militants attaquent en justice pour dénoncer un fonctionnement qui "cantonne les adhérents à un rôle de supporters"… "On est un parti différent, où les gens n'ont pas de culture politique, explique Bariza Khiari. Moi qui ai des années de vie politique au PS, je n'avais jamais imaginé aller au tribunal…" Les statuts ont finalement été validés en juillet par le tribunal de Créteil.

L'absence de leadership à En marche a rendu les choses difficiles

Parallèlement, il a fallu, sur le terrain, remplacer 80 des 110 référents départementaux, ces "préfets" du mouvement, partis à l'Assemblée ou désireux d'aller voir ailleurs. "Il y avait des gens sans aucune pratique militante qui se désignaient eux-mêmes! Nous devions relégitimer l'ensemble", raconte un dirigeant.

L'absence de leadership à la tête de la maison a rendu les choses difficiles. Surtout au début, lorsque les députés novices multipliaient les couacs et que le gouvernement peinait à défendre son action dans les médias. "On a un vrai sujet sur En marche, soupire un proche d'Edouard Philippe. Le gouvernement et le Parlement sont meilleurs aujourd'hui qu'il y a six mois, mais quand on est au pouvoir, le parti est important pour tenir l'espace. Pour le Président, c'est une question clé."

A En Marche, Macron décide de tout

Les macronistes l'espèrent : la formation présidentielle sera désormais bien tenue. Il est vrai que le bureau exécutif, élu samedi au scrutin de liste par le conseil national, et le nouveau "délégué général", Christophe Castaner, ont bénéficié d'un régime de succession digne de la dynastie des Ptolémées : un candidat unique ; trois autres listes concurrentes sans aucune chance de gagner puisque celle arrivée en tête rafle tous les postes au bureau ; et un simulacre de débat organisé in extremis entre les quatre listes, retransmis jeudi sur Internet, entre 20 h 15 et 21 h 30… Quant au choix de Castaner, il procède du Président en personne, qui l'a annoncé à l'intéressé lors d'un dîner à l'Elysée voilà trois semaines. Après que la nouvelle a fuité dans la presse, "on était en pétard", confie un cadre du mouvement, qui aurait préféré que ce fait du prince n'éclate pas au grand jour…

Le mouvement, c'est la réassurance de Macron pour un deuxième mandat

La commission d'investiture pour les européennes sera installée assez vite. Pour les municipales, une certaine souplesse devrait être laissée localement. Et puis, bien sûr, il y a la présidentielle de 2022. "Le mouvement, c'est la réassurance de Macron pour un deuxième mandat", glisse un haut dirigeant. L'enjeu est crucial, donc. "Si En marche est un ovni, il faut qu'il le reste, prévient un intime du chef de l'Etat. Il ne faut pas qu'il devienne un parti, car là, on ne serait plus en avance sur notre temps." C'est la principale mission assignée aux Marcheurs par Macron : faire en sorte que le machin redevienne une machine.

Europe 1 le Jdd

III) Le néolibéralisme est un fascisme

La carte blanche de Manuela Cadelli, présidente de l'Association syndicale des magistrats.

Le temps des précautions oratoires est révolu ; il convient de nommer les choses pour permettre la préparation d'une réaction démocrate concertée, notamment au sein des services publics.

Le libéralisme était une doctrine déduite de la philosophie des Lumières, à la fois politique et économique, qui visait à imposer à l'Etat la distance nécessaire au respect des libertés et à l'avènement des émancipations démocratiques. Il a été le moteur de l'avènement et des progrès des démocraties occidentales.

Le néolibéralisme est cet économisme total qui frappe chaque sphère de nos sociétés et chaque instant de notre époque. C'est un extrémisme.

Le fascisme se définit comme l'assujettissement de toutes les composantes de l'État à une idéologie totalitaire et nihiliste.

Je prétends que le néolibéralisme est un fascisme car l'économie a proprement assujetti les gouvernements des pays démocratiques mais aussi chaque parcelle de notre réflexion. L'État est maintenant au service de l'économie et de la finance qui le traitent en subordonné et lui commandent jusqu'à la mise en péril du bien commun.

L'austérité voulue par les milieux financiers est devenue une valeur supérieure qui remplace la politique. Faire des économies évite la poursuite de tout autre objectif public. Le principe de l'orthodoxie budgétaire va jusqu'à prétendre s'inscrire dans la Constitution des Etats. La notion de service public est ridiculisée.

Le nihilisme qui s'en déduit a permis de congédier l'universalisme et les valeurs humanistes les plus évidentes : solidarité, fraternité, intégration et respect de tous et des différences. Même la théorie économique classique n'y trouve plus son compte : le travail était auparavant un élément de la demande, et les travailleurs étaient respectés dans cette mesure ; la finance internationale en a fait une simple variable d'ajustement.

Déformation du réel

Tout totalitarisme est d'abord un dévoiement du langage et comme dans le roman de Georges Orwell, le néolibéralisme a sa novlangue et ses éléments de communication qui permettent de déformer le réel. Ainsi, toute coupe budgétaire relève-t-elle actuellement de la modernisation des secteurs touchés. Les plus démunis ne se voient plus rembourser certains soins de santé et renoncent à consulter un dentiste ? C'est que la modernisation de la sécurité sociale est en marche.

L'abstraction domine dans le discours public pour en évincer les implications sur l'humain. Ainsi, s'agissant des migrants, est-il impérieux que leur accueil ne crée pas un appel d'air que nos finances ne pourraient assumer. De même, certaines personnes sont-elles qualifiées d'assistées parce qu'elles relèvent de la solidarité nationale.

Culte de l'évaluation

Le darwinisme social domine et assigne à tous et à chacun les plus strictes prescriptions de performance : faiblir c'est faillir. Nos fondements culturels sont renversés : tout postulat humaniste est disqualifié ou démonétisé car le néolibéralisme a le monopole de la rationalité et du réalisme. Margaret Thatcher l'a indiqué en 1985 : « There is no alternative ». Tout le reste n'est qu'utopie, déraison et régression. Les vertus du débat et de la conflictualité sont discréditées puisque l'histoire est régie par une nécessité.

Cette sous-culture recèle une menace existentielle qui lui est propre : l'absence de performance condamne à la disparition et dans le même temps, chacun est inculpé d'inefficacité et contraint de se justifier de tout. La confiance est rompue. L'évaluation règne en maître, et avec elle la bureaucratie qui impose la définition et la recherche de pléthore d'objectifs et d'indicateurs auxquels il convient de se conformer. La créativité et l'esprit critique sont étouffés par la gestion. Et chacun de battre sa coulpe sur les gaspillages et les inerties dont il est coupable.

La Justice négligée

L'idéologie néolibérale engendre une normativité qui concurrence les lois du parlement. La puissance démocratique du droit est donc compromise. Dans la concrétisation qu'ils représentent des libertés et des émancipations, et l'empêchement des abus qu'ils imposent, le droit et la procédure sont désormais des obstacles.

De même le pouvoir judiciaire susceptible de contrarier les dominants doit-il être maté. La justice belge est d'ailleurs sous-financée ; en 2015, elle était la dernière d'un classement européen qui inclut tous les états situés entre l'Atlantique et l'Oural. En deux ans, le gouvernement a réussi à lui ôter l'indépendance que la Constitution lui avait conférée dans l'intérêt du citoyen afin qu'elle joue ce rôle de contre-pouvoir qu'il attend d'elle. Le projet est manifestement celui-là : qu'il n'y ait plus de justice en Belgique.

Une caste au-dessus du lot

La classe dominante ne s'administre pourtant pas la même potion qu'elle prescrit aux citoyens ordinaires car austérité bien ordonnée commence par les autres. L'économiste Thomas Piketty l'a parfaitement décrit dans son étude des inégalités et du capitalisme au XXIe siècle (Seuil 2013).

Malgré la crise de 2008, et les incantations éthiques qui ont suivi, rien ne s'est passé pour policer les milieux financiers et les soumettre aux exigences du bien commun. Qui a payé ? Les gens ordinaires, vous et moi.

Et pendant que l'État belge consentait sur dix ans des cadeaux fiscaux de 7 milliards aux multinationales, le justiciable a vu l'accès à la justice surtaxé (augmentation des droits de greffe, taxation à 21 % des honoraires d'avocat). Désormais pour obtenir réparation, les victimes d'injustice doivent être riches.

Ceci dans un Etat où le nombre de mandataires publics défie tous les standards mondiaux. Dans ce secteur particulier, pas d'évaluation ni d'études de coût rapportée aux bénéfices. Un exemple : plus de trente ans après le fédéralisme, l'institution provinciale survit sans que personne ne puisse dire à quoi elle sert. La rationalisation et l'idéologie gestionnaire se sont fort opportunément arrêtées aux portes du monde politique.

Idéal sécuritaire

Le terrorisme, cet autre nihilisme qui révèle nos faiblesses et notre couardise dans l'affirmation de nos valeurs, est susceptible d'aggraver le processus en permettant bientôt de justifier toutes les atteintes aux libertés, à la contestation, de se passer des juges qualifiés inefficaces, et de diminuer encore la protection sociale des plus démunis, sacrifiée à cet « idéal » de sécurité.

Le salut dans l'engagement

Ce contexte menace sans aucun doute les

LAPRESSEENREVUE.EU

fondements de nos démocraties mais pour autant condamne-t-il au désespoir et au découragement ?

Certainement pas. Voici 500 ans, au plus fort des défaites qui ont fait tomber la plupart des Etats italiens en leur imposant une occupation étrangère de plus de trois siècles, Nicolas Machiavel exhortait les hommes vertueux à tenir tête au destin et, face à l'adversité des temps, à préférer l'action et l'audace à la prudence. Car plus la situation est tragique, plus elle commande l'action et le refus de « s'abandonner » (Le prince, chapitres XXV et XXVI).

Cet enseignement s'impose à l'évidence à notre époque où tout semble compromis. La détermination des citoyens attachés à la radicalité des valeurs démocratiques constitue une ressource inestimable qui n'a pas encore révélé, à tout le moins en Belgique, son potentiel d'entraînement et sa puissance de modifier ce qui est présenté comme inéluctable. Grâce aux réseaux sociaux et à la prise de parole, chacun peut désormais s'engager, particulièrement au sein des services publics, dans les universités, avec le monde étudiant, dans la magistrature et au barreau, pour ramener le bien commun et la justice sociale au cœur du débat public et au sein de l'administration de l'État et des collectivités.

Le néolibéralisme est un fascisme. Il doit être combattu et un humanisme total doit être rétabli.

lesoir.be

IV) Précarité : Ils se nourrissent des restes des marchés et des poubelles

Un spectacle devenu désormais habituel en fin de marché./DDM, Michel Viala

13 heures au marché Cristal sur les boulevards à Toulouse. Une fin de marché qui progressivement va attirer un public en quête de quelques fruits et légumes laissés sur le trottoir par les exposants. Si le rituel est le même depuis des années, il s'amplifie. Ce jour-là, on croise Nicole*, la quarantaine. En habituée, elle a repéré quelques beaux légumes (choux, poireaux, tomates) qu'elle s'empresse de ranger dans son sac.

«Au chômage depuis plusieurs mois, je viens ici deux, trois, fois par semaine pour apporter à mes enfants un complément. Je ne m'en sortirais pas, sinon». Près d'elle, certains reculent, par crainte de l'interview, «c'est humiliant de ramasser à terre, avoue un jeune mais comment faire autrement ? J'ai un budget de 200 €/mois, ma mère paye mon loyer. En venant ici, glaner fruits et légumes, j'économise environ 20 €/semaine. Beaucoup d'étudiants sont dans mon cas».

Il est 19h30 en plein centre-ville. Sur les allées Jean-Jaurès, tels des fantômes, des personnes soulèvent les couvercles des containers à la recherche d'aliments encore comestibles. Un spectacle récurrent que l'on retrouve aussi aux abords des enseignes alimentaires (Casino, Monoprix, Intermarché) et parfois des restaurants. Il faut faire vite avant l'arrivée des éboueurs.

Les gestes sont précis, les mains expertes. Henri a 50 ans. Rmiste, cet ancien du bâtiment, connaît tous les trucs. «Le lundi c'est le bon jour. On peut trouver des sandwiches, des packs de yaourt. De vrais «trésors». Près de lui, Rémi, chômeur, ose : «Les gens ne nous voient pas.

On fait partie du paysage urbain». Dans ce groupe, Boris, étudiant écossais, milite contre le gaspillage : «En faisant les poubelles, je résiste à la société de consommation. Les gens gaspillent. il y a même des tartes entières dans leur carton».

Présidente départementale des Restos du Cœur, Mireille Decroix, confirme cette tendance : «La campagne d'hiver qui démarre le 22 novembre risque d'être plus importante cette année. Les camions de distribution qui depuis le 3 octobre ont repris le service, voient arriver de plus en plus de monde.

Et pas que des SDF. Mais des jeunes en contrat précaire, des seniors aux retraites trop basses. Et depuis quelque temps, des migrants. On sait aussi que certains «font» les poubelles le soir. Un repas par jour ne suffit pas, surtout en hiver».

LADEPECHE.fr

V) Conflit d'intérêts, soirée libertine : Bruno Julliard, adjoint d'Hidalgo, et son mari visés par un scandale

Par Auteur valeursactuelles.com

Bruno Julliard et Anne Hidalgo. Photo © Jacques Witt / Sipa/SIPA

L'ancien président de l'Unef devenu 1er adjoint chargé de la Culture est marié à Paul Le Goff, embauché par la société Noctis, un empire de la vie nocturne parisienne.

"Le nouveau scandale qui ébranle la mairie de de Paris", titre Challenges, qui révèle l'information. Bruno Julliard, numéro 2 d'Anne Hidalgo, est au cœur d'un conflit d'intérêts. L'ancien président de l'Unef, devenu 1er adjoint PS chargé de la Culture, "est marié, depuis juillet, à Paul Le Goff, qui vient d'être embauché par la société Noctis, un empire de la vie nocturne parisienne", qui propose à la location des lieux d'exception, situés au cœur de la capitale, comme dans les quartiers des Champs Élysées, de la Tour Eiffel ou Montparnasse, indique le magazine économique. "Or c'est Bruno Julliard qui, à la mairie, attribue les concessions de nombreux lieux de fêtes disponibles dans l'espace public parisien."

Contacté par Challenges, Paul Le Goff affirme lui que "tout est en règle", que son cas "a été soumis à la Haute Autorité de la transparence". Il ajoute même : "Il faut bien que je trouve du boulot". Puis, il assure : "Je démens absolument que Noctis m'ait embauché en contrepartie de l'attribution par Bruno du Showcase". Selon des opposants à l'équipe municipale, un accord aurait été passé entre Bruno Julliard et Laurent de Gourcuff, le patron fondateur de Noctis. "C'est un fait : en août dernier, au même moment où Noctis embauchait Paul le Goff, la société gagnait l'appel d'offre pour la gestion de l'espace situé sous la culée du Pont Alexandre III, où se tenait jusque-là le Showcase, une boite de nuit ayant fait pendant des années le bonheur des jeunes branchés parisiens", écrit le magazine économique.

Dans ce "centre culturel éphémère", rebaptisé Le Génie d'Alex, était notamment organisé, en octobre, "une soirée très particulière, pudiquement qualifiée de naturiste, puis de libertine, mais qui était plutôt dans la lignée des soirées berlinoise SM les plus hard et les plus déjantées", précise Challenges, qui rappelle que Bruno Julliard était "à l'initiative, il y a un an et demi, du rejet brutal de Marcel Campion et de ses forains", et que "Laurent de Gourcuff (…) vient de récupérer la terrasse de l'ancien immeuble du Virgin Megastore 'le plus haut des Champs-Elysées'". Les élus d'opposition évoqueront ce scandale lors du prochain conseil de Paris.

VALEURS

VI) Tweet jugé «antisémite» sur Macron: Gérard Filoche exclu du Parti socialiste

DECISION « Il ne pourra plus dès ce soir se réclamer du Parti socialiste et de ses instances » a déclaré le secrétaire national, David Assouline…

20 Minutes avec AFP

Gérard Filoche, lors de la deuxieme journée de La Fête de l'Humanité, le Samedi 11 Septembre 2016, sur la commune de la Courneuve. — NICOLAS MESSYASZ/SIPA

Gérard Filoche, représentant de l'aile gauche du PS, a été exclu ce mardi du Parti socialiste pour avoir publié un tweet antisémite, a annoncé dans un tweet David Assouline, le secrétaire national.

David Assouline@dassouline
Le Bureau National a voté à l'unanimité pour l'exclusion de G.Filoche. Il ne pourra plus dès ce soir se réclamer du Parti Socialiste et de ses instances. L'antisémitisme est incompatible avec nos valeurs fondamentales.

« Le Bureau National a voté à l'unanimité pour l'exclusion de G. Filoche. Il ne pourra plus dès ce soir se réclamer du Parti socialiste et de ses instances », a écrit David Assouline, précisant que « l'antisémitisme est incompatible avec nos valeurs fondamentales ». Gérard Filoche « ne peut plus ni s'exprimer au nom du PS ni être membre de nos instances », a précisé à la presse Rachid Temal, coordinateur du PS

Contacté par nos confrères de franceinfo, Gérard Filoche a réagi à son exclusion : « Ça me choque parce que c'est voté à l'unanimité. Je ferai une saisine de la commission des conflits », a-t-il expliqué. « C'est une décision très négative, ça va affaiblir le PS car ça repose sur un mensonge ».

Cofondateur de SOS Racisme

Gérard Filoche, membre du Bureau National, avait relayé vendredi soir un montage photographique circulant dans la « fachosphère », où l'on voit Emmanuel Macron, le bras ceint d'un brassard nazi orné d'un dollar en lieu et place de la croix gammée, devant les drapeaux américain et israélien et des photos de Patrick Drahi, Jacob Rothschild et Jacques Attali.

Cet ancien syndicaliste et ancien inspecteur du travail, cofondateur de SOS Racisme avec Julien Dray et Harlem Désir, a rapidement effacé son tweet et s'est dit « désolé », mais les condamnations de la classe politique ont été unanimes. Lundi, le parquet de Paris avait annoncé avoir ouvert une enquête à l'encontre de l'ancien trotskiste. Le même photomontage avait déjà été diffusé en février sur le site de l'essayiste d'extrême droite Alain Soral, ce qui lui vaut également d'être poursuivi.

20minutes.fr

A Suivre...
La Presse en Revue
LAPRESSEENREVUE.EU